



Séance du 18 juin à 15h

Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

Sous la coordination de Jean-Louis Oliver

L'eau au cœur de l'Afrique du 21^{ème} siècle

L'implication du PHI - UNESCO pour la prochaine décennie et son application sur le Continent Africain

Fadi Georges Comair, Président du Conseil du PHI de l'UNESCO - Membre associé de l'ASOM

L'eau en Afrique : ressource essentielle pour le développement socio-économique

Nous vivons dans une époque qui se caractérise par des risques sans précédent, mais aussi par de formidables perspectives pour l'avenir de notre planète.

On doit aujourd'hui, plus que jamais, coopérer ensemble et partager nos points de vue sur les problèmes cruciaux et existentiels liés à la survie de l'humanité dans le but d'assurer la mise en place d'un développement durable dans le monde, tributaire de solutions basées sur le dialogue entre les « hyperpuissances » et les Etats les plus fragiles et les plus vulnérables.

Les systèmes naturels nécessaires à la vie subissent les conséquences de ce que de nombreux scientifiques considèrent comme les plus grands défis de notre temps, notamment les changements des modes de vie et de consommation, la croissance démographique, l'urbanisation et les changements climatiques, leurs répercussions sur les comportements hydrologiques, la disponibilité d'eau douce pour la consommation humaine et le développement durable et les effets combinés des phénomènes climatiques extrêmes. Le problème de la COVID-19 a resserré les conditions limites, notamment la possibilité d'interaction des êtres humains et leur capacité à faire face à des aléas simultanés en cascade.

Cette pandémie a démontré l'importance de la science, de la recherche et de la technologie ainsi que le besoin de coopération et de transparence pour tout ce qui concerne le partage des données et des enseignements dans l'intérêt collectif de la communauté internationale.

Le rythme croissant auquel s'opèrent les changements environnementaux étroitement liés aux comportements humains exige d'approfondir les connaissances en hydrologie.

Les interactions entre activités humaines et systèmes hydrologiques doivent être prises en compte dans l'élaboration des scénarios de gestion des ressources en eau.



L'Afrique pousse un cri d'avertissement suite au stress hydrique qui l'affecte sévèrement et le risque de voir la crise s'aggraver dans les prochaines années si rien n'est fait.

Cette situation de pénurie hydrique devient un enjeu géopolitique majeur avec la problématique du Nil dont la gestion s'avère conflictuelle vu les derniers développements stratégiques et la construction du Grand Barrage de la Renaissance Ethiopienne qui menace la pérennité hydrique des pays riverains se partageant le bassin du Nil à savoir l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Burundi, le Congo, l'Erythrée, le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie.

De plus, les pays africains devraient être les plus touchés par le changement climatique, notamment en raison de l'évolution des régimes pluviométriques et donc de la quantité et de la qualité des ressources en eau. Nombre de ces pays ont besoin d'une base de connaissances renforcée pour gérer efficacement les ressources en eau : ils ont à ce jour un accès limité aux technologies, services et produits susceptibles de répondre aux besoins de la société.

Dans ce contexte, on voit clairement que les régions concernées ont urgemment besoin d'une bonne gouvernance hydrique et d'une gestion intégrée, durable et équitable de l'eau leur permettant de faire face aux défis existentiels auxquels elles se trouvent confrontées.

De plus, il ne faut pas oublier de mentionner que l'épidémie de Covid-19 a mis en lumière les faiblesses en matière d'accès à l'eau potable dans certaines zones du continent africain engendrant une crise sanitaire et économique sans précédent qui pourrait encore amplifier les inégalités en termes d'accès à l'eau en Afrique. En effet, les deux tiers (66%) des pays du continent n'offrent une couverture en services hydriques de base qu'à moins de 75% de leur population ; et si 82% des habitants des villes d'Afrique subsaharienne ont accès à l'eau potable, ce n'est le cas que de 43% de la population rurale. En tout, ce sont près de 700 millions d'Africains qui ne bénéficient toujours des services hydriques de base qui leur sont nécessaires afin de mener une vie digne et saine.

De plus, il faut mettre en relief que la crise mondiale de l'eau trouve une dimension particulière dans le contexte de l'Afrique, qui devrait accueillir dans les 20 prochaines années une population supplémentaire égale à celle de l'Europe aujourd'hui.

Pour aller plus loin, l'Afrique, qui comptait 2 fois moins d'habitants que l'Europe.... Avec la plus forte augmentation démographique prévue dans le monde (+50 % dans les 15 prochaines années) et un puissant mouvement de concentration urbaine, ce continent est donc confronté à une mutation majeure, alors que sa situation actuelle est d'ores et déjà plus que précaire.

En outre, la pauvreté frappe sévèrement l'Afrique surtout que quarante pour cent de la population de l'Afrique sub-saharienne vit en dessous du seuil de pauvreté de 1 dollar/jour. Parmi les 45 pays ayant les plus faibles indicateurs de développement humain, 35 sont en Afrique.

Dans ce contexte de pauvreté extrême, les conditions sanitaires sont particulièrement dégradées, en milieu urbain comme en milieu rural. C'est la raison pour laquelle on témoigne une reprise spectaculaire des maladies endémiques, notamment celles liées à l'eau comme la malaria (1,5 million de morts par an par défaut d'assainissement ; au moins 1 enfant sur 5 mort avant l'âge de 5 ans le serait de paludisme ...) sans oublier l'exacerbation du choléra et



de la dysenterie parmi bien d'autres maladies qui peuvent être fatales en raison de manque des services de base nécessaires.

Vu que l'agriculture représente aujourd'hui en moyenne 85 % des prélèvements en eau en Afrique et que l'irrigation étant alors indispensable à la culture, la gestion intégrée des ressources en eau est donc très étroitement liée à l'avenir de l'agriculture africaine surtout que quarante pour cent du PIB africain (60 % même en Ethiopie et en Somalie) est à imputer au secteur agricole, qui emploie 60 % de la main d'œuvre.

En se basant sur toutes les données avancées, on note qu'une meilleure gestion des ressources en eau et le développement des services publics d'eau et d'assainissement sont reconnus par la communauté internationale comme étant des facteurs prioritaires du développement durable de ces régions entières

Le continent africain figure au premier rang des priorités à cet égard : sécurité, santé, production agricole et énergie y sont en cause. Les responsables africains ont aujourd'hui, pour la première fois, mis l'eau au centre de leurs préoccupations.

Mais pour pouvoir mettre fin à la crise hydraulique que connaît l'Afrique, il faut que les décideurs politiques mettent en commun leurs efforts continus afin d'assurer la construction institutionnelle requise pour établir une gouvernance hydrique optimale dans cette région du monde. L'aide de la communauté internationale est sans aucun doute une nécessité pour garantir une suffisance globale des capacités financières et des ressources en eau, sachant qu'un tel partenariat est indispensable pour le développement africain et pour une paix hydrique durable dans les divers pays concernés.

Le PHI de l'UNESCO : un espace coopératif innovant dans le domaine du développement durable

Le PHI-UNESCO a voulu offrir un espace et un lien pour étendre la coopération au sein de la communauté scientifique internationale et contribue aussi à traiter de nombreux problèmes non résolus dans le domaine de l'hydrologie.

Le plan stratégique de la neuvième phase du Programme Hydrologique Intergouvernemental (PHI-IX) de l'UNESCO pour la prochaine décennie 2022-2029 intitulé : « la science pour un monde où la sécurité de l'eau est assurée dans un environnement en mutation », définissant les principaux domaines prioritaires à savoir :

- 1- Recherche scientifique et innovation
- 2- L'éducation relative à l'eau, de la révolution industrielle à la révolution écologique
- 3- Réduction du fossé entre données et connaissances
- 4- Gestion inclusive de l'eau dans un contexte de changements à l'échelle planétaire
- 5- La gouvernance de l'eau sur des bases scientifiques aux fins d'atténuation, d'adaptation et de résilience

Cette démarche aidera les Etats membres à mettre en avance le programme 2030 et à atteindre les objectifs de développement durable et plus particulièrement les ODD relatifs à l'eau ainsi que les autres programmes hydriques mondiaux tels que l'accord de Paris sur le



climat, le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et le nouveau programme pour les villes.

Le processus d'élaboration du plan stratégique a été fortement participatif. Les contributions d'experts régionaux et membres du bureau du Conseil du PHI ainsi que la famille de l'eau de l'UNESCO, des organisations partenaires et des agences des Nations Unies ont été recueillies lors des consultations successives, apportant des observations substantielles et utiles.

Il faut aussi sans aucun doute mettre en relief l'analogie de nos travaux avec le rapport de l'Assemblée Nationale de 2011 qui a bien explicité l'importance que l'eau revêt pour notre existence « Élément de la vie quotidienne, l'eau est si familière que l'on en oublie souvent l'importance et l'originalité. L'eau est liée à l'homme, plus, à la vie, par une familiarité de toujours, par un rapport de nécessité multiple en vertu duquel son unicité se dissimule sous le vêtement de l'habitude ».

La mise en œuvre de la phase IX du PHI sera guidée par deux documents étroitement reliés :

- 1- Le plan stratégique qui fixe les 5 priorités déjà citées en lien avec l'eau à l'intention des Etats membres
- 2- Le plan opérationnel de mise en œuvre qui permettra de suivre, grâce aux actions proposées et aux indicateurs correspondants, les progrès dans l'exécution du plan stratégique.

Le plan stratégique IX de l'UNESCO a pour objet de définir un axe stratégique convaincant pour la phase 2022-2029. Il représente une réponse méthodologique transdisciplinaire pour trouver des solutions pour un monde où la sécurité de l'eau est assurée dans un contexte complexe. L'approche et les priorités qui figurent dans ce plan sont en adéquation avec les principales missions de l'UNESCO dans le domaine de la science et de l'éducation et vise à répondre aux besoins des Etats membres en les aidant à tirer parti des progrès scientifiques et technologiques pour relever les défis mondiaux liés à l'eau.

En se basant sur tout ce qui précède, on voit clairement la convergence entre la Stratégie du PHI de l'UNESCO et l'actualité du monde africain.

Partant de là, on note un alignement parfait de nos principes et croyances surtout lorsqu'il est question de la "dimension humaine et relationnelle" qui s'articule autour des divers projets hydriques tout en favorisant, une prise de conscience collective dans le domaine de la sécurité de l'eau et un engagement communautaire dans les enjeux existentiels qui en découlent.

Le haut degré d'interdépendance des pays en matière d'eau et la réduction drastique de la disponibilité de cette ressource -notamment du fait de la variabilité et du changement climatique- ont augmenté de façon notable les risques de conflits internationaux autour de l'eau et ont créé un terrain propice à la guerre hydrique.

C'est la raison pour laquelle, Il est indispensable d'imposer des mesures immédiates pour instaurer des politiques de coopération au niveau des cours d'eau internationaux, sinon l'espoir de connaître un avenir à l'abri des conflits entre les pays riverains s'évanouira.

Au fait, l'absence de la coopération retarde l'exécution des projets en question et impacte le développement durable et tous les enjeux y liés.



Les hommes doivent oublier leurs différences raciales, religieuses, ethniques et socio-économiques pour parer à la catastrophe qui nous attend « la guerre de l'eau » qui menacera la planète terre et la survie des nouvelles générations.

Aujourd'hui, nos réflexions pourraient constituer une base commune pour la consolidation d'un processus dynamique de partage des ressources en eau au monde. L'intégration des acteurs principaux de l'eau dans une dynamique de coopération au niveau des bassins régionaux contribuera positivement au développement économique et social des pays riverains. Les perspectives d'avenir permettront de relever les défis, d'atténuer les effets néfastes de la compétition indésirable autour de l'eau, promouvoir une gestion efficace des ressources et créer des opportunités pour cultiver une paix hydrique perpétuelle.

Bibliographie :

Fadi Georges Comair, le bassin du Nil : un enjeu géopolitique majeur, Revue Politique et Parlementaire, Mai 2021

Fadel Ndaw, Face au coronavirus, les Africains se réveilleront-ils pour réagir à la crise de l'eau ? Worldbank, Avril 2020

Africa Water Atlas, United Nations Environment Programme, Division of Early Warning and Assessment (DEWA) United Nations Environment Programme, (UNEP), Nairobi-Kenya